

► Gaza

Un conflit à haut risque

L'offensive armée d'Israël contre le Hamas qui détient le pouvoir à Gaza marque une nouvelle escalade dans un conflit qui n'en finit pas de rebondir depuis un demi-siècle. L'objectif est semble-t-il d'arriver à une capitulation du mouvement islamique sans pour autant écraser la population civile. Mais le concept de « guerre propre » n'est qu'une figure de propagande. La population civile, in fine, sera la grande victime des violences à venir, et la situation d'après le conflit sera pire qu'avant, y compris pour Israël.

Car le déclenchement des hostilités est de la responsabilité d'Israël, et ce ne sont pas quelques tirs de roquettes épisodiques depuis l'enclave de Gaza vers les villes israéliennes les plus proches qui représentent réellement un motif légitime pour déclencher un conflit armé contre un voisin notoirement moins puissant militairement. Au regard du droit international, la condamnation d'Israël devrait être générale et sa dépendance politique est telle à l'égard de la communauté internationale que son retrait immédiat de Gaza pourrait être obtenu si tant est qu'une volonté réelle se fait jour. Mais, à l'évidence, ce n'est pas le cas.

En effet, l'isolement du Hamas sur la scène internationale est tel que rarement l'État hébreu n'aura eu à ce point les mains libres pour faire étalage de sa supériorité militaire. À l'origine de cet isolement il y a bien sûr sa position intangible sur la négation de l'État d'Israël. À l'exception de l'Iran, cette position n'est pas assumée par la grande majorité des États arabes, à commencer par l'Égypte, seul voisin frontalier de Gaza, et elle est combattue par le reste de la communauté internationale, sans compter l'attitude des USA, allié inconditionnel d'Israël.

Cet isolement est conforté par la situation au sein du peuple palestinien lui-même, et la division avec le Fatah, aussi bien politique que territoriale car l'autre territoire palestinien, la Cisjordanie, est sous contrôle du Président élu Mahmoud Abbas. Le Fatah a été exclu manu militari par le Hamas de la bande de Gaza, laissant des cicatrices profondes entre les deux factions palestiniennes. Le mandat de Mahmoud Abbas expire

courant 2009, avec une possible nouvelle victoire électorale du Hamas dont les actions de harcèlement d'Israël depuis Gaza exaltent la résistance palestinienne. Pour le « processus de paix » porté par les puissances occidentales, c'est évidemment une option très négative, ce qui ouvre la porte, derrière les condamnations de façade, à un soutien tacite à l'opération israélienne. L'autre circonstance favorable à l'opération de force israélienne est la situation de transition actuelle aussi bien à Tel Aviv qu'à Washington. En Israël, le Président Ehud Olmert a été contraint à la démission pour de raisons de politique interne, et sa succession semble promise au représentant des « faucons ». Cette opération militaire redonne un crédit certain dans l'opinion israélienne au parti d'Olmert, Kadima, et donc ses chances électorales sont renforcées. Aux USA, Barack Obama incarne l'espoir d'une évolution de la politique américaine vers davantage de soutien au processus de paix enlisé sous la présidence de George Bush. En le tenant à l'écart de toute décision, le calendrier choisi par les Israéliens lui évite d'avoir à hypothéquer son positionnement.

Mais l'offensive d'Israël est une décision à haut risque. Militairement, sa supériorité est manifeste et, comme en leur temps les Américains en Irak, la prise en main du territoire de Gaza sera relativement aisée. Mais il en sera tout autrement pour le contrôler réellement, entre attentats suicides et résistance farouche. Et si, comme le Hezbollah au Liban, le Hamas, défait militairement, finissait par l'emporter politiquement ? Car l'offensive de l'armée israélienne, censée affaiblir le Hamas, risque tout autant de faire passer le Fatah au laminoir politique,

car en temps de guerre, il n'y a que deux camps, et il n'y a aucun espace politique pour l'entre-deux.

L'autre enjeu est la Cisjordanie, qui, face à l'ennemi commun, peut basculer à son tour majoritairement aux côtés du Hamas. Loin d'avoir fait avancer sa situation, Israël serait alors encore plus obligée de s'installer dans une logique de guerre, en ouvrant un nouveau front, et en risquant aussi de rouvrir les hostilités au Sud Liban. Le dernier et colossal facteur de risque pour l'État hébreu est l'évolution des opinions publiques dans le monde arabe. Le conflit israélo-palestinien cristallise la plupart des lignes de conflit dans le monde, et la solidarité envers des Palestiniens assiégés peut être un facteur décisif d'aggravation de la situation sur de très nombreux théâtres d'opérations. À terme, c'est le soutien américain qui serait remis, au moins partiellement, en question, si la stabilité dans le monde s'en trouvait menacée.

Dans ce contexte, l'issue de ce conflit ne se jouera pas seulement à Gaza où, dans un premier temps, la victoire militaire israélienne est certaine ou presque. Elle se jouera en Cisjordanie, dans les capitales arabes, dans le monde musulman en général, et dans les pays qui abritent une forte immigration musulmane. Pour Israël, le retrait sera bien plus difficile que la conquête. Le plus vite serait le mieux. Mais comment éviter alors une victoire politique éclatante pour le Hamas même si, dans un premier temps, il est défait militairement ? Il faudrait pour cela obtenir sa capitulation. Est-ce un objectif raisonnable ? Il est permis d'en douter. ●

A. FRANCESCHI